

Cahiers de doléances à l'adresse du Président de la République

Comme je l'avais annoncé dès le 14 décembre dernier suite à l'annonce, le 10 décembre, par le Président Macron d'un débat national organisé dans les mairies, "des cahiers de doléances " à son adresse sont disponibles à l'Hôtel de Ville, dans nos 5 Mairies de quartier, à la Maison de quartier J.Brel et à celle des Genêts.

J'y invite les citoyens à s'exprimer dès maintenant avant que ne s'ouvre le "Grand débat" qu'il a rappelé dans son discours de vœux du 31 décembre sans pour l'instant nous en avoir précisé les modalités.

En effet, après avoir tout fait, depuis un an et demi pour essayer de faire disparaître les corps intermédiaires entre « lui et son peuple », **en réduisant le rôle, les pouvoirs et les moyens des communes et de leur Maire,**

après avoir aussi multiplié les raisons de mécontentement et de colère dans toutes les catégories de citoyens ... à l'exception des « très riches »,

après avoir sur le fond comme sur la forme multiplié des déclarations et des décisions conjuguant « amateurisme » et « arrogance », y compris lors de ses vœux

et après avoir vu depuis quelques semaines s'embraser des micro-incendies allumés par lui sous le souffle du mouvement des gilets jaunes,

le Président de la République nous a annoncé le 10 décembre qu'il allait organiser un grand Débat National sur toutes ces raisons de mécontentement en s'appuyant sur les Maires mis ainsi en première ligne.

Si le Maire que je suis n'est pas dupe de ces revirements et pas du tout décidé

« à jouer les pompiers » au service des incendiaires nichés aux plus hauts sommets du pouvoir, mais si la question est d'ouvrir nos mairies aux citoyens pour qu'ils y rencontrent des représentants de l'État sous le regard des Maires qui veilleront à ce que l'État ne se défausse pas sur eux,

je suis d'accord... d'où la mise à disposition ce 2 janvier de ces cahiers de doléances !

S'il s'agit aussi de permettre aux élus locaux de dire aux représentants de l'État, en présence des citoyens, **tout ce qu'ils ont subi** en raison des politiques de l'État,

je suis d'accord.

S'il s'agit ensuite de chercher ensemble des solutions à condition qu'elles soient assorties de moyens redonnés aux élus locaux pour les mettre en oeuvre,

je suis d'accord.

D'où l'ouverture le 2 janvier 2019 à Villeneuve d'Ascq « de cahiers de doléances à l'adresse du Président de la République »

Mais je le redis : il n'est pas question de laisser M. Macron user des communes et de leur Maire pour se défausser de ses politiques en détournant les mécontentements légitimes citoyens vers les Maires.

Somme toute, il s'agit pour nous d'aider nos concitoyens à exprimer leurs revendications et colères vis-à-vis de l'État mais pas de servir de paravent, voire de muraille de défense aux représentants de l'Etat.

C'est ma conception de toujours de la Démocratie dans notre République!

Gérard Caudron, Maire de Villeneuve d'Ascq